

I. BILAN ÉNERGÉTIQUE GÉNÉRAL DU CANADA

Le Canada, comparativement à la plupart des autres pays, est extrêmement bien doté en ressources énergétiques. Il est même un exportateur net d'énergie. Mais il n'en est pas pour autant à l'abri des préoccupations énergétiques du reste du monde; comme la plupart des autres, il dépend des importations pour son pétrole. Environ 43 % de la consommation d'énergie primaire au Canada est tirée du pétrole, dont le quart (brut) est importé. Les importations nettes de pétrole sont présentement de quelque 140 000 barils par jour.

Avant les hausses du prix international du pétrole et les problèmes d'approvisionnement de 1979-1980, on s'attendait à ce que cette dépendance augmente à mesure que devait diminuer notre capacité de production interne fondée sur nos réserves de pétrole classique, pour passer à plus de 600 000 barils par jour vers le milieu des années 80 - phénomène qui serait toutefois compensé par un accroissement de nos exportations de gaz naturel, d'électricité et de charbon.

La politique énergétique du Canada est aujourd'hui axée sur un affranchissement des importations par la mise en valeur des ressources du pays (gaz naturel, charbon, combustibles nucléaires, pétrole de source non classique et énergies renouvelables), le remplacement du pétrole par d'autres formes d'énergie, y compris les énergies renouvelables et les déchets, là où cela est possible, et la réduction de la demande par la conservation et l'amélioration de l'efficacité. L'objectif général de cette politique est de supprimer les importations de pétrole d'ici à 1990 en réduisant la consommation à seulement 10% de la demande énergétique dans chacun des secteurs de l'économie, à l'exception des transports. Le pétrole représentera alors 27 % de la consommation totale au lieu des 43 % d'aujourd'hui. De nombreux et nouveaux programmes d'incitation et de réglementation sont mis en oeuvre par les gouvernements fédéral et provinciaux pour atteindre ces objectifs, dont plusieurs portent sur les énergies nouvelles et renouvelables. On ne s'attend pas à ce que les énergies renouvelables, à l'exception de l'énergie hydro-électrique classique - d'où le Canada tire déjà plus de 60 % de son électricité (environ 24% de son énergie primaire totale)-, jouent un rôle important au cours de la prochaine décennie. On les considère toutefois comme la pierre angulaire de la stabilité énergétique à long terme. Le gouvernement encourage cette mise en valeur à long terme des énergies renouvelables et des énergies de remplacement par le biais d'aide de R-D, de projets pilotes, d'appui à l'entreprise et de stimulation des marchés. Au fur et à mesure que les prix d'autres formes d'énergie augmenteront, la capacité concurrentielle des diverses applications de l'énergie renouvelable va augmenter elle aussi.

En matière de consommation d'énergie, le Canada est aussi, à bien des égards, unique. Il est, par habitant, l'un des plus gros consommateurs d'énergie au monde à cause, notamment, de son climat, de ses grands espaces et de sa population clairsemée, et aussi d'un secteur industriel grand consommateur d'énergie et qui est fonction de ses ressources énergétiques. Aujourd'hui, le profil énergétique du Canada évolue pour tenir compte de la conservation et de la substitution; une compétence nouvelle se dessine dans les secteurs d'un intérêt particulier pour le Canada, tels la